La crise va aggraver la délinquance

04/06/2010 à 12h00

La politique d'austérité liée à la crise économique entraînera une hausse quasi automatique de la délinquance en France et le gouvernement aurait tort de réduire les moyens et les effectifs des forces de l'ordre: tel est le message de Nicolas Comte, réélu mardi à la tête du premier syndicat de police de France, Unité/SGP/Police.

"*Les plans de rigueur auront pour conséquence une hausse irrémédiable de la délinquance, il ne faut pas baisser la garde*," a-t-il dit mercredi. "*Quand vous avez des taux de chômage extrêmement élevés, notamment dans des classes d'âge, chez les jeunes, cela a des conséquences sur le front de la sécurité*," ajoute-t-il.

> ***Les policiers s'inquiètent à la fois du gel des dépenses annoncé par le Premier ministre François Fillon face à la crise de l'euro et de la poursuite de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Celle-ci doit entraîner la suppression d'environ 10.000 postes entre 2007 et 2012 en prenant en compte les recrutements prévus qui n'ont pas été réalisés, selon le syndicat. La police emploie environ 120.000 fonctionnaires.***

Pour Nicolas Comte, il est clair que le métier de policier "*va traverser une zone de tempête liée à la crise économique*. *On nous dit: 'Nous ne pouvons pas toucher à la RGPP'. Mais la crise impose que l'ordre règne en France*," explique-t-il.

Il estime qu'en accordant des moyens suffisants aux forces de l'ordre, le gouvernement s'éviterait de "*nouvelles dépenses*."

Plus de 1.000 blessés chaque mois

Nicolas Comte cite le coût des violences urbaines mais aussi les actes de délinquance quotidienne, comme dans les transports. "*Si on veut parler en termes d'économies, il faut se poser la question du coût de la délinquance, du coût des crimes et délits,*" insiste-t-il.

Parallèlement, le problème de la diminution des effectifs est aggravé par la hausse ces dernières années de nombre de policiers blessés en service, souligne Nicolas Comte. Depuis le début de l'année, 1.100 membres des forces de l'ordre sont blessés chaque mois. "*La hausse est constante mais on est sur des niveaux records*," dit le syndicaliste.

Selon lui, deux départements de la région parisienne, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne, ont vu une augmentation de 30% des violences contre les dépositaires de l'autorité publique depuis 2005, contre 11% ailleurs en moyenne. Mardi, lors du congrès constitutif du syndicat à Montreuil, près de Paris, Nicolas Comte a exprimé l'inquiétude des membres des forces de l'ordre sur le gel des dépenses annoncé.

"*Le policier ne peut pas en même temps faire face à la violence au quotidien et se demander comment il va nourrir sa famille,*" a-t-il dit, applaudi par plusieurs centaines de délégués. "Quand on entend gel des dépenses, forcément, on est inquiets", a-t-il ajouté. Sur la question des retraites, Unité-police/SGP, adhérent de Force ouvrière, participera au défilé de FO le 15 juin à Paris.

Le syndicat entend en effet défendre le statut spécial des policiers, qui leur impose un certain nombre de contraintes, comme l'interdiction du droit de grève, mais leur permet de partir à la retraite à 55 ans sur la base d'un bonus lié à la pénibilité du métier.

"*Cette bonification est la reconnaissance de la pénibilité du métier de policier. On sera ferme là-dessus. Notre statut*

spécial on y tient comme à la prunelle de nos yeux,” dit Nicolas Comte.

AFP via Le Point

(Merci à Gérard le Savoyard)